

STOP à la MISE EN CAUSE DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

Pour la création massive de postes de personnels enseignants, de postes de personnels hospitaliers

Pour la hausse du point d'indice et le rattrapage du pouvoir d'achat perdu

Interventions d'Émancipation au Cfdt de la FSU 69, le 5 octobre 2020

Partout, la rentrée scolaire a été catastrophique ; et les mesures prises sous couvert d'urgence sanitaire visent à restreindre les libertés démocratiques, alors que le gouvernement refuse de prendre les véritables mesures sanitaires nécessaires à la situation.

Dans l'enseignement public, on continue à réduire les postes de personnel enseignant, à entasser les élèves dans les classes, à imposer des conditions de travail inadmissibles qui conduisent à l'épuisement des personnels et à aggraver encore les conditions d'études des élèves.

Dans les hôpitaux publics, faute de personnel, de créations de postes, les conditions de travail sont encore dégradées. Le Ségur de la santé fut une véritable arnaque. Les fermetures de lits se poursuivent. Dès cet été certains services se sont déclarés en grève ; des services entiers ferment faute de personnel ; nombre de médecins, de personnel infirmier démissionnent considérant qu'ils ne peuvent plus assurer leur métier...

Partout, une des premières exigences, c'est la création de postes de personnels enseignants ; la création de postes de personnels soignants ; la hausse du point d'indice et le rattrapage du pouvoir d'achat perdu.

On ne peut répondre au ras le bol qui se manifeste face aux mesures liberticides et à la crainte de la maladie, en enfermant le débat sur les questions de durcissement ou non du protocole sanitaire. Il faut mettre en avant des revendications claires et cesser la participation du syndicat aux discussions sur les nouveaux plans du gouvernement. Car, sous couvert de lutte contre l'épidémie ou de mesures économiques pour « maintenir l'emploi », c'est une nouvelle offensive d'ampleur contre les travailleurs qu'on engagé Macron et Castex.

En défense des libertés démocratiques

Ce n'est pas en multipliant les mesures anti-démocratiques et leur application coercitive (PV...) que l'on peut véritablement lutter contre l'épidémie de Covid 19. Or, le gouvernement vient de faire adopter à l'Assemblée un nouveau projet de loi qui prolonge la possibilité accordée au Premier ministre de limiter les libertés démocratiques (interdire des déplacements, fermer des établissements, limiter des rassemblements, allonger la durée de conservation de certaines données à caractère personnel, etc.). Et il annonce vouloir faire adopter, en janvier, une nouvelle loi qui pérennisera les restrictions de libertés.

Le gouvernement utilise une sorte de « stratégie de la peur » et des mesures coercitives alors qu'il refuse de donner les moyens nécessaires au fonctionnement de l'hôpital, tout comme il refuse de donner les moyens nécessaires à l'Enseignement public. Son seul souci : que les salariés retournent au travail.

La 1^{ère} exigence, c'est que les hôpitaux et le système de santé soient en mesure de faire face. Cela implique en particulier de satisfaire les revendications des personnels hospitaliers (arrêt des fermetures de lits, de services et réouverture de ceux qui ont été fermés, embauche massive de personnel avec la création de postes,



augmentation générale des salaires 300 euros pour tous, et augmentation du point d'indice commun à toute la fonction publique...).

C'est pourquoi, attaché à la défense des libertés démocratiques, Émancipation demande à ce que le CDFD de la FSU 69 se prononce pour le retrait du « projet de loi prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence » et pour la satisfaction immédiate des revendications des personnels hospitaliers (cf. ci-dessus). Et nous proposons aussi que le Cdfd demande à la direction nationale de la fédération de prendre position et d'intervenir en ce sens.

Défense du droit à la santé, de la sécu

Et dans le même temps, le gouvernement planifie la destruction systématique de la sécurité sociale, à commencer par l'assurance maladie.

À juste titre, la FSU s'oppose à la création d'une 5^e branche sur la « dépendance » car cela ouvre la porte à l'assurantiel et elle demande à ce que l'Autonomie soit intégrée à la Branche Assurance-maladie de la Sécurité sociale. Mais il importe de préciser : le déficit de la sécurité sociale devrait exploser à plus de 44,4 milliards d'euros en 2020 (contre les 5,4 milliards prévus) alors que les exonérations cotisations sociales crèvent les plafonds.

Notre fédération doit exiger clairement **que soit mis fin immédiatement à toutes les exonérations de cotisations sociales passées et actuelles, et exiger le paiement de tous les arriérés de cotisations patronales et de charges indues (charges qui devraient être assurés par l'État et non par la Sécu).**

Défense du métier et du statut, défense du droit à l'enseignement pour toute la jeunesse

La rentrée a été préparée par Blanquer selon des objectifs clairs : mettre en application le programme de Macron qui veut une « société sans statut ». Il n'y a donc rien d'imprévu : le manque de moyens, de postes, de locaux participent du plan de « transformations des ressources humaines », c'est-à-dire la casse du métier et du statut. Il en est de même des suppressions de postes annoncées dans le budget 2021. Et le titre du document remis aux directions syndicales pour engager le « Grenelle des professeurs » (« Agenda pour la mise en œuvre des mesures en 2021 et la préparation d'une programmation annuelle »), les libellés des différents thèmes de discussion, ne laissent aucune ambiguïté.

Ainsi, alors que le blocage du point d'indice est maintenu, l'objectif du ministre est clair : associer les directions syndicales à la discussion (et aussi à la mise en œuvre) du plan de destruction du métier et du statut de Macron-Blanquer. Désarmer les possibilités de résistances en combinant dialogue social et répression.

La FSU va-t-elle participer au Grenelle des professeurs, à ce nouveau « Ségur » au moment où éclatent au grand jour les conséquences catastrophiques de cette « concertation » pour les hospitaliers ?

On ne lèvera pas les obstacles à la mobilisation si le syndicat continue à s'asseoir à la table des concertations de Blanquer tout en annonçant une ou des journées d'action pour après les vacances, journées de pression sur les concertations. (On a vu le résultat de la journée d'action du 17 septembre, alors que dans le même temps, les directions syndicales participaient aux concertations tout azimut du gouvernement Castex).

L'urgence est que la FSU quitte les concertations du Grenelle, qu'elle propose aux autres fédérations de réaliser l'unité sur des revendications claires à commencer par : déblocage immédiat du point d'indice, rattrapage du pouvoir d'achat perdu, retrait des plans du gouvernement (transformation des ressources humaines, réforme des retraites...), création massive de postes statutaires...

Sur ces bases, notre fédération aurait les moyens d'engager une véritable campagne d'information et de mobilisation non pour faire pression sur Blanquer (et son Colloque de Blanquer sur l'enseignant du XXI^e siècle, ou le Grenelle des professeurs) mais pour construire un rapport de force avec l'objectif de lui infliger une défaite politique.